



Cadre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc), cette ancienne députée demande que l'on trouve une réponse rapide à cette crise qui perdure dans les régions anglophones depuis quatre ans.

avec **Panoramapaper**

Scène triste ce dimanche 25 octobre 2020 sur le plateau de Droit de Réponse sur Équinoxe TV. C'est un média privé émettant depuis Douala, la capitale économique. Dans le cadre de cette émission dominicale, la militante du Rdpc a fondu en larmes au moment où elle donnait son point de vue sur le drame survenu ce samedi à Kumba, où 8 élèves ont perdu la vie.

Elle demande au passage que l'on trouve une solution rapide à cette crise.

Aujourd'hui est un jour de deuil pour tout le Cameroun. Tous les drapeaux sont en berne. Pourquoi ? Pourquoi ? Pourquoi ça ? Mais la vie va continuer comme si rien ne s'est passé. La vie va continuer mais je n'ose même pas imaginer la peine de ces parents ou de ces voisins qui ont perdus des enfants. Je n'ose même pas. J'aurai aimé que cette émission soit entièrement consacrée à ce drame... Il faut faire quelque chose au plus vite. Et je rejoins maître Sikati, il faut trouver une solution rapide à ce problème“,

Mais ironie du sort, elle appartient au parti au pouvoir au Cameroun depuis 1985. De sa casquette d'ancienne députée de ce parti dont le leader règne d'une main de fer et sans partage depuis 37 ans, n'importe qui s'étonnerait d'une telle attitude de sa part ce dimanche.

Curieusement, Marlyse Douala Bell fait partie de ces élus ayant fermement condamné les parlementaire du SDF, quant ces derniers ont perturbé une session parlementaire par des chants, pourtant ils ne demandaient que l'ouverture d'un débat dans l'hémicycle sur la crise anglophone.

Samedi 24 octobre 2020, des hommes non identifiés ont fait irruption à l'école maternelle et primaire Mother Francisca de Kumba. Sur le coup, ils ont ouvert le feu sur élèves qui étaient dans une salle de classe, 8 élèves sont tués, plusieurs blessés sont enregistrés.

Dans un communiqué de René Emmanuel Sadi, le porte-parole du gouvernement camerounais, a regretté cet « acte odieux » attribué aux combattants sécessionnistes. Le Premier Ministre Joseph Dion Nguté, sur instruction de Paul Biya, a dépêché une délégation interministérielle sur le terrain pour prendre le pool de la situation.